

- Département de la Savoie -



Mairie de St-Pierre d'Entremont  
Place René Cassin  
Saint-Pierre d'Entremont  
73670 - SAVOIE

Tél: 04 79 65 81 33- mail : [contact@saintpierredentremont.org](mailto:contact@saintpierredentremont.org)

## **CREATION D'UNE PASSE A POISSON SUR LE COZON**

### **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

(Appel d'offre restreint passé en application des articles R2124-2 ET 2161-6 à 11 du CPP)

#### **CADRE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**



Bureau d'Études Techniques – Siège social  
137, rue Mayoussard - CENTR'ALP  
38430 MOIRANS

Agence de Savoie  
445, rue Louis Armand – Savoie Hexapole  
73420 MERY

*Dossier 742-03  
05 Septembre 2019*

Tél. : 04 76 35 39 58  
[alpetudes@alpetudes.fr](mailto:alpetudes@alpetudes.fr)

Tél. : 04 79 63 73 90  
[agence.savoie@alpetudes.fr](mailto:agence.savoie@alpetudes.fr)

**ACHETEUR**

Nom : Commune de Saint Pierre d'Entremont Savoie  
Adresse : Place René Cassin  
Tél : 04 79 65 81 33  
E-mail : contact@saintpierredentremont.org

L'acheteur intervient en tant que Pouvoir Adjudicateur.

**OBJET DU MARCHÉ**

**Création d'une passe à poisson sur le Cozon**

**FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

Marché public attribué en :

- Procédure adaptée passée en application des Articles R2123-1<sup>o</sup> + 4 +5 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (dénommé ci-après CCP)

**PERSONNE HABILITÉE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX NANTISSEMENTS ET CESSIONS DE CREANCE**

Madame le Maire de Saint Pierre d'Entremont (73)

**ORDONNATEUR :**

Monsieur le Maire de Saint Pierre d'Entremont (73)

**COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

Monsieur / Madame le Trésorier principal de LES ECHELLES

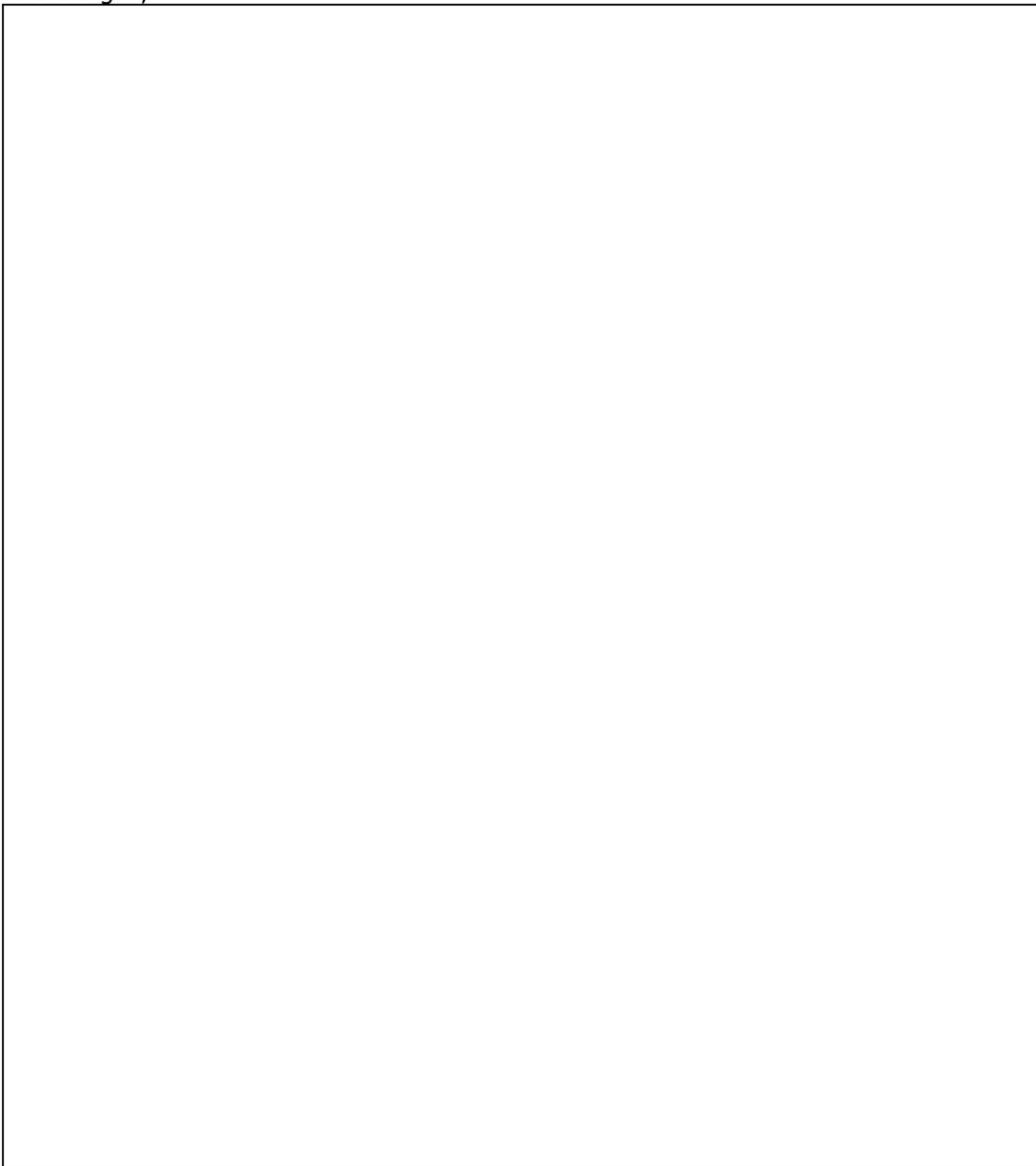
**MAITRE D'OEUVRE**

ALP'ETUDES- Agence de Savoie  
Savoie Hexapole  
445 Rue Louis Armand - Bâtiment Créalys  
73420 MERY  
Téléphone : 04 79 63 73 90  
Email : agence.savoie@alpetudes.fr  
Représenté par M. Yann HEBERT

**I.CONTRACTANT(S)**

POUR UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Je soussigné,



Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui fait références au CCAG Travaux m'engage sans réserve à exécuter les travaux dans les conditions de prix et de délais ci-après définies.

**CONTRACTANTS**

POUR UN GROUPEMENT D'ENTREPRENEURS

Nous soussignés,

L'entreprise .....est le mandataire du groupement solidaire d'entreprises.

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article "Pièces contractuelles" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui fait références au CCAG travaux nous engageons sans réserve, à exécuter les travaux dans les conditions de prix et de délais ci-après définies.

**II.PRIX**

Montant Hors TVA	€
TVA 20 %	€
Montant TVA comprise	€

Montant T.T.C (en lettres)

.....

.....

.....

.....

.....

	HT	TVA 20%	TTC
Tranche Ferme			
Prestation supplémentaire éventuelle n°1			
Prestation supplémentaire éventuelle n°2			
<b>TOTAL TRAVAUX</b>			

**PRESTATION SUPPLEMENTAIRE N°1: Réfection du réseau AEP**

Montant Hors TVA	€
TVA 20 %	€
Montant TVA comprise	€

**PRESTATION SUPPLEMENTAIRE N°2: Réfection du seuil de protection du réseau AEP**

Montant Hors TVA	€
TVA 20 %	€
Montant TVA comprise	€

Délai de validité de l'offre : 120 jours

Les modalités de variations des prix sont fixées au CCAP.

L'annexe que je joins / que nous joignons au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage / nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- montant H.T .....  
 ..... ( €)
- T.V.A. 20%, soit .....  
 ..... ( €)
- montant T.T.C .....  
 ..... ( €)

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage / nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours des travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne responsable du marché ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement, ou céder.

Nature de la prestation	Montant de la prestation		
	H.T.	T.V.A.	T.T.C.
TOTAL			

Le montant maximal de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement, ou céder, est ainsi de :

.....  
 .....  
 .....

**III.DELAIS**

Je/nous proposons un délai global maxi de 6,5 semaines pour l'ensemble du marché

décomposé comme suit :

4,5 semaines pour la tranche ferme

1 semaine pour la Prestation supplémentaire éventuelle 1

1 semaine pour la Prestation supplémentaire éventuelle 2

Les délais d'exécution des tranches de travaux partent de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche considérée et intègrent la phase légale de préparation des chantiers de chaque tranche.

**IV.PAIEMENTS**

Conformément aux dispositions prévues aux articles R 2191-23 à 31 du CCP, l'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

du compte ouvert au nom de :

BANQUE	CODE BIC	IBAN

du compte ouvert au nom de :

BANQUE	CODE BIC	IBAN

du compte ouvert au nom de :

BANQUE	CODE BIC	IBAN

du compte ouvert au nom de :

BANQUE	CODE BIC	IBAN

Le marché est inférieur à 50 000 € HT : Il n'est pas prévu d'avance.

### **V.Réalisation de prestations similaires**

En application des articles R 2112-4 et R 2122-7 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire pendant une période de trois ans, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui ont été confiées.

Les conditions d'exécution de ce marché seront identiques au marché initial

Mention(s) manuscrite(s) « Lu et approuvé »  
Signature(s) de l' (des) entrepreneur(s).

Fait en un seul original  
à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

---

VISAS

Acceptation de l'offre pour valoir acte d'engagement.

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

L'acheteur

# NOTIFICATION DU MARCHÉ DE TRAVAUX

---

**Maître d'Ouvrage**

**Entreprise**

**Objet du marché**

Le présent marché est notifié à l'entreprise.

**Fait à**  
le

**Le Maître d'ouvrage**

---

**ACCUSE DE RECEPTION**

Reçu notification le :

l'entreprise





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Affaires Juridiques

## **ANNEXE N° 1 : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE**

MARCHES PUBLICS

**DC4**

### **DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>1</sup>**

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.*

*Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.*

#### **A - Identification de l'acheteur.**

##### ■ Désignation de l'acheteur :

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)*

##### ■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :

*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

#### **B - Objet du marché public.**

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)*

<sup>1</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

*(Cocher la case correspondante.)*

un document annexé à l'offre du soumissionnaire

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement *(sous-traitant présenté après attribution du marché)*

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

## D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.

■ *Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :*

■ *Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :*

■ *Adresse électronique :*

■ *Numéros de téléphone et de télécopie,*

■ *Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :*

■ *Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :*

■ *En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :*

## E - Identification du sous-traitant.

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
- Adresse électronique :
- Numéros de téléphone : et de télécopie,
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) ?

Oui     Non

■ Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2<sup>ème</sup> alinéa de l'Art. 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

Oui     Non

## F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

### ■ Nature des prestations sous-traitées :

### ■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

### ■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

## G - Prix des prestations sous-traitées

### ■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : .....

■ **Modalités de variation des prix :**

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** *(tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : [article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics ou [article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :*

*(Cocher la case correspondante.)*

OUI

NON

## H - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

*(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)*

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ **Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :**       OUI       NON

*(Cocher la case correspondante.)*

## I - Capacités du sous-traitant.

*(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)*

**I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :**

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**I2** - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## **J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.**

### **J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :**

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (\*) ;
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article [46](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**J2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

## K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

**1<sup>ère</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

## L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le sous-traitant :

(personne identifiée rubrique E du DC4)

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Le soumissionnaire ou le titulaire :

(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant, autorise la sous-traitance des activités de traitement de données à caractère personnel visées dans la présente déclaration, et agrée ses conditions de paiement.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le représentant de l'acheteur :

## **M - Notification de l'acte spécial au titulaire.**

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_ , le

Date de la dernière mise à jour : 27/08/2018.

**ANNEXE N° 2 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS**

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : .....Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			

*Signature*